**Lettre collective de l’équipe de Sciences Économiques et Sociales du lycée**

\*A un programme chargé s’ajoute l’exigence de consacrer un temps plus important que par le passé aux

\*Les  nouveaux  programmes,  et  particulièrement  la  partie  économique,  nous  pose  de  nombreux   
problèmes.  Aucun  chapitre  ne  permet  de  commencer  la  science  économique  dans  de  bonnes

conditions dans la mesure où le programme a été pensé dans la continuité du nouveau programme de

\*Tout d’abord, le nouveau volume horaire (4 heures au lieu de 5) associé à un programme toujours aussi

Nous vous écrivons pour faire part des difficultés que nous rencontrons en ce début d’année   
dans le cadre de l’enseignement des Sciences Économiques et Sociales (SES), difficultés qui, à notre

dense et volumineux contraint fortement nos choix pédagogiques et la vitesse à laquelle nous conduisons

sens, découlent de la réforme du lycée et du baccalauréat, et de la précipitation avec laquelle celle-ci a

rencontrées sur la spécialité de Première, et des craintes que nous avons quant aux informations qui nous   
parviennent sur la mise en œuvre de la réforme pour l’année de terminale.

que nous devons avancer comme un rouleau compresseur, au détriment des élèves les plus faibles. Cette   
pression générée par un programme beaucoup trop lourd au regard du temps dont nous disposons

désormais, couplé à une épreuve en fin de première, pour ceux qui arrêteront notre spécialité, est   
générateur d’un stress permanent. Chaque heure de cours devient une course contre la montre.

traité dans le thème « les grandes questions que se posent les économistes).

de ces savoirs faire, et nous constatons que, pour de nombreux élèves, leur maitrise est particulièrement   
problématique.

scientifique.

……., le 4 novembre 2019,

À Monsieur Marc Pelletier, Inspecteur Général de Sciences Économiques et Sociales

À Monsieur Lambertucci, Inspecteur d’Académie –Inspecteur Pédagogique Régionale de Sciences   
Économiques et Sociales de l’Académie de Créteil

**Objet :** la rentrée 2019-2020 ne se passe pas bien

été mise en œuvre. Nous tenons tout particulièrement à attirer votre attention sur les difficultés

les apprentissages, au détriment de nos élèves. En effet, si nous voulons aborder l’intégralité du   
programme, il nous faut réduire les temps de mise en activité des élèves et d’échanges avec eux autour

des nombreuses questions d’actualité qui sont au cœur de notre discipline. Nous avons aussi le sentiment

seconde, que les élèves de première de cette année n’ont pas suivi. Ainsi, la spécialité en première   
n’aborde plus la production non marchande ou encore la question du partage de la valeur ajoutée, qui

sont pourtant des questions essentielles pour mieux s’approprier les questions économiques qu’ils seront   
amenés à découvrir cette année. À titre d’exemple, comment aborder les conflits dans l’entreprise, sans

avoir au préalable présenté la question du partage de la valeur ajoutée dans l’entreprise (anciennement

savoir-faire mathématiques, dans la mesure où nous accueillons dans nos classes des élèves qui ne   
suivent plus d’enseignement de mathématiques. Or, nous ne disposons pas du temps nécessaire au travail

\*Au sein de notre lycée, nous avons perdu nos dédoublements qui permettaient de travailler en effectifs   
réduits ces savoir-faire et d’instaurer des espaces plus propices à la mise en activité des élèves et à leur

prise de parole. Ainsi, il ne nous est plus possible de mettre en œuvre dans de bonnes conditions des   
activités d’expérimentation, ce qui est pourtant essentiel pour introduire nos élèves à la démarche

\*De même, aucun d’entre nous ne dispose désormais d’heures d’accompagnement personnalisée, or   
celles-ci constituaient un point d’appui pour travailler les aspects méthodologiques de notre discipline,

les techniques d’argumentation, développer l’autonomie des élèves dans leur travail, les initier à la   
recherche documentaire en lien avec l’actualité, etc.

\*Malgré le fait d’avoir réussi le pari de l’ « attractivité » de notre discipline dans notre établissement,   
où six groupes de spécialités en SES ont été ouverts contre cinq classe de première ES l’an passé, en

\*Nous vivons particulièrement mal la possibilité pour les élèves de faire des SES seulement une année   
avec un volume horaire consistant. Nous considérons que les 1h30 en seconde ne permettent pas de   
transmettre de véritables acquis en termes de connaissances. La classe de seconde permet au mieux de

faire découvrir notre discipline et ses questionnements. Nous restons attachés à l’organisation de notre   
discipline autour d’un cycle terminal, au cours duquel nous disposions de deux véritables années pour

\*Par ailleurs, l’absence de nombreuses informations quant aux modalités d’évaluation en fin de première

et en terminale nous place dans une situation inconfortable face aux élèves, et nous empêche de   
construire de manière cohérente notre progression. Si nous avons pris connaissance des « sujets 0 » pour

l’épreuve d’E3C de fin de première, nous n'avons reçu aucune indication sur les attentes quant à cette

épreuve. À titre d'exemple, dans la première partie, les élèves doivent-ils présenter formellement le   
document à analyser, comme c'est actuellement le cas dans l'EC2 ? Nous ne savons pas non plus par qui

les élèves seront évalués et à quel moment exact de l’année ils devront présenter l’épreuve de la   
spécialité qu’ils abandonneront.

Surtout, nous n’avons encore aucune information sur les épreuves que présenteront les élèves en

volume horaire hebdomadaire, alourdissant considérablement notre travail (plus de groupes à encadrer,   
plus de cours à préparer et aussi plus d’élèves à connaitre) et dégradant la qualité de la relation

Toutes ces questions sans réponse nous empêchent de faire correctement notre travail et nous donne   
l’impression de naviguer sans repères dans nos classes. Avant la réforme, nous avions l’habitude

d’introduire dès le début de la première les épreuves type bac afin de montrer rapidement à nos élèves

Cette possibilité d’abandon d’une spécialité en fin de première nous place dans une situation délicate   
face aux élèves. Nous avons le sentiment d’être évalué en permanence par les élèves, de devoir

pédagogique  nous unissant  à  nos élèves  (comment  construire une relation  pédagogique  et faire   
progresser des élèves lorsque nous les voyons 30 minutes à 1h30 par semaine ?)

les enjeux de cet examen et les compétences méthodologiques à maitriser pour le réussir.

« vendre » notre discipline en permanence au risque de perdre nos élèves, et ce faisant notre place dans   
le lycée où nous enseignons. Une telle configuration génère là aussi une forte anxiété au travail.

son apparition au lycée, et de manière consistante seulement en première, cela signifierait une course   
contre la montre particulièrement anxiogène pour préparer sérieusement nos élèves à cette épreuve.

Nous avons le sentiment que la possibilité matérielle de transmettre des savoirs rigoureux en SES aux

raison de la disparition des TPE, de la perte de l’AP et des dédoublements, ainsi que de la baisse de   
notre volume horaire, nous perdons près de 18h d’enseignements sur le niveau de première, soit   
l’équivalent d’un poste à temps plein. Nous nous inquiétons donc aussi des effets de la réforme en termes

de postes, notamment lorsque celle-ci s’appliquera en première et terminale. Nous pressentons que pour   
continuer à exercer leur métier, au lycée Jean Zay et plus certainement ailleurs, certains d’entre nous se

verront dans l’obligation d’enseigner des bouts de discipline (HGGSP, SNT, EMC), à raison d’un faible

terminale. Dès lors, comment travailler les épreuves type bac en première ? Sur la base de l'E3C de fin   
de première ou sur la base d'épreuves de terminale que nous ne connaissons pas encore?

Faut-il faire l'impasse sur les épreuves de fin de première pour nous concentrer sur la terminale, car nous   
considérons qu'il est nécessaire que nos élèves fassent au moins deux ans de SES? Mais alors dans ce   
cas-là, sur quel type d'épreuves travailler avec les élèves dans la mesure où nous ne connaissons pas

encore les épreuves pour la terminale? Le plus probable est que notre souci des élèves nous conduise à   
tenir ensemble les deux bouts (E3C de fin de première et épreuves de terminale), mais alors comment

travailler en classe avec des élèves qui préparent des épreuves différentes marquées par d’importants   
écarts d’exigence ?

former nos élèves aux raisonnements propres aux SES. Une telle perspective était particulièrement   
stimulante et laissait aux élèves les plus en difficulté le temps de faire des progrès, qui se matérialisaient

réellement, dans certains cas, à quelques semaines du bac.

\*Nous vivons aussi mal les informations qui annoncent que les épreuves du bac en terminale se   
dérouleront au mois de février ou au plus tard en mars. Pour nous, enseignants d’une discipline qui fait

de réussite scolaire. Nous craignons d’être réduit à un rôle consistant à transmettre verticalement des

Ces différents éléments nous donnent le sentiment d’enseigner une discipline qui a perdu

\*Enfin, nous accueillons désormais dans nos classes des élèves issus de six classes différentes qui   
suivent  des  spécialités  différentes.  Cette  configuration  rend  difficile,  voire  impossible  toute

communication sérieuse et suivie avec nos collègues qui encadrent les élèves dans le reste de  leur   
scolarité. Nous sommes par conséquent dans l’impossibilité d’avoir une visibilité sur l’ensemble de la

\*Nous nous inquiétons aussi particulièrement sur ce que nous ferons après l’épreuve de spécialité en

élèves, ainsi que participer à la formation de citoyens critiques sur les grandes questions économiques   
et sociales est fortement mise à mal par les nouvelles conditions dans lesquelles nous exerçons notre

métier. Ce sentiment est particulièrement vif dans un lycée comme le nôtre, où nous accueillons un   
public peu familiarisé aux grandes questions économiques et sociales, et qui a besoin d’autant plus de

temps pour s’approprier la démarche des SES et lui donner du sens. Nous considérons que cette

scolarité de nos élèves, ce qui est particulièrement problématique pour les élèves en difficulté. Là où   
auparavant il était possible de réaliser un travail d’équipe afin d’accompagner les élèves en difficulté ou

terminale. En effet, les élèves sont censés pouvoir passer leur grand oral sur les deux spécialités ou

réduction  du  temps  dévolu  aux  apprentissages  (en  termes  de  connaissances,  de  capacité  de   
problématisation ou encore de structuration de la pensée) est de nature à accroitre les inégalités sociales

cours devant des élèves anonymes. Or, nous sommes des professeurs de lycée qui avons aussi embrassé

ce métier afin d’accompagner nos élèves, conjointement avec le reste de l’équipe éducative, dans leur

maturation scolaire et éducative. Nous constatons aussi pour certains groupes de spécialité que nous   
encadrons une très forte hétérogénéité des niveaux en fonction des combinaisons de spécialités choisies,

ce qui implique de mettre en œuvre une différenciation pédagogique accrue, ce qui est rendu difficile

connaissances, où nous serions amenés à enregistrer impuissamment des inégalités sociales de maitrise   
des connaissances en SES, par manque de temps pour sérieusement les réduire.

de grand oral, qui pourrait voir notre professionnalité à nouveau mise à mal.

par la lourdeur du programme, la baisse du volume horaire et la perte des dédoublements.

profondément attachés à leur discipline et convaincu de son utilité dans la formation des lycéens, au   
sens de leur métier et à leur mission de service public.

Au nom de ces valeurs que nous partageons, nous espérons que vous saurez entendre nos inquiétudes et   
les relayer auprès du ministère.

seulement l’une des deux. Que faire avec les élèves qui n’auront pas choisi de préparer leur grand oral   
en lien avec les SES ? Par ailleurs, nous sommes inquiets à l’idée de notre conversion forcée en coach

de recadrer les élèves dont le comportement posait problème, il est désormais impossible de mener un   
tel travail, là aussi au détriment des élèves. À nouveau une telle situation nous dépossède d’une partie

de notre métier. Nous avons parfois la sensation d’être des professeurs d’université, amenés à faire un

énormément de sa cohérence et de son exigence intellectuelle. Nous nous sentons dépossédés du sens   
que nous donnons à notre discipline et à notre métier par la nouvelle configuration qui découle de la

réforme du lycée et du baccalauréat. En raison des différents éléments mentionnés précédemment, nous   
considérons que la nouvelle organisation du lycée abime notre aspiration à la réduction des inégalités   
sociales de réussite scolaire et fragilise notre possibilité de former TOUS nos élèves à la démarche des

SES en permettant une réelle appropriation de ses questionnements à la fois scientifiques et citoyens.   
Enfin, nous nous sentons précarisés dans notre mission d’enseignement par la mise en concurrence avec

d’autres spécialités et inquiets quant à la pérennité même de notre travail. Tout ceci provoque un certain   
malaise en ce début d’année et même une véritable souffrance au travail pour certains d’entre nous.

Nous espérons que vous recevrez cette lettre pour ce qu’elle est : un cri d’alerte d’enseignants de SES,

L’équipe de Sciences Économiques et Sociales du lycée